

# NÉGOS DES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC L'HEURE DU BILAN... ET DE LA PRÉPARATION

Rachel Sarrasin, enseignante de science politique au cégep et membre de Lutte commune

Quelles réflexions préliminaires peut-on tirer des négociations des secteurs public et parapublic menées en pleine crise sanitaire, en vue du prochain cycle de discussions qui viendra rapidement ?

Alors qu'au printemps et à l'été 2021, les organisations syndicales des secteurs public et parapublic en sont arrivées à une entente de principe en vue du renouvellement des conventions collectives de leurs membres, l'automne sonne l'heure des consultations en assemblées générales et des bilans à tirer de cette ronde de négociations. Qui plus est, nous nous trouvons déjà en pleine préparation du prochain cycle de pourparlers avec le gouvernement, puisque les contrats de travail des travailleur·euse·s de ces secteurs – bien qu'encore non officiellement signés – viendront à échéance dans un an et demi, soit en mars 2023.

## POUR LA CAQ, LA FIN JUSTIFIE LES MOYENS

Dire que François Legault n'est pas un allié naturel du monde syndical ne surprendra personne ! Son parcours politique comporte bon nombre d'exemples qui en témoignent : pensons à ses déclarations incongrues sur le caractère « non raisonnable » des demandes syndicales lors du conflit de travail à l'Aluminerie de Bécancour (ABI) il y a quelques années. Ces déclarations ont trouvé écho dans les propos tenus par le premier ministre au moment où il entamait sa toute première ronde de négociations à la tête de l'État-employeur : il n'a pas hésité à afficher clairement ses couleurs en affirmant que « *les surplus budgétaires n'appartiennent pas aux syndicats* ». Les positions du parti politique qu'il dirige – réduction de la taille de la fonction publique, opposition à la hausse du salaire minimum à 15 \$ de l'heure, etc. – s'inscrivent en toute continuité avec cette



Illustration : Ramon Vitesse

antipathie affirmée envers l'action collective des travailleur·euse·s. Le déroulement des dernières négociations confirme cette observation et nous invite à retenir que le gouvernement caquiste, fidèle à ses intentions annoncées, ne lésine pas sur les moyens à adopter dans son bras de fer avec les syndicats.

Dès le début des négociations, le gouvernement caquiste déclarait son intention d'offrir des bonifications salariales

différenciées, s'adressant spécifiquement au personnel enseignant du réseau scolaire et aux préposé·e·s aux bénéficiaires dans le secteur de la santé. Tout en reconnaissant l'importance des besoins auxquels il fallait répondre dans ces milieux, force est d'admettre que cette annonce gouvernementale aux accents populistes laissait déjà entrevoir le recours à la stratégie visant à « diviser pour mieux régner ».

La CAQ a aussi tenté d'innover quant au cadre institutionnel balisant habituellement la négociation et, ce faisant, a cherché dès le départ à redéfinir à son avantage le champ de bataille avec sa proposition de créer des « forums sur les priorités gouvernementales ».

Ces espaces de concertation inédits et distincts des tables de négociations usuelles, dont il n'est jamais arrivé à préciser clairement les objectifs et le fonctionnement, ont été rejetés du revers de la main par les organisations syndicales sceptiques face à cette démarche qui relevait surtout d'une opération de relations publiques<sup>1</sup>.

Le chamboulement engendré par la crise sanitaire n'a pas modifié les visées caquistes dans le dossier des négociations.